

Pas de compromis possible.

Construire le rapport de force pour que les salariés soient à l'initiative.

Au 1^{er} janvier, les livraisons à l'Europe de gaz russe⁽¹⁾ transitant par l'Ukraine ont cessé, une occasion pour les marchés spéculatifs de faire des profits rapides en faisant monter le cours du gaz à plus de 50 euros le mégawattheure, quant à la TVA du gaz elle augmente de 4,5% au 1^{er} janvier 2025. La facture sera lourde pour les français. Également au 1^{er} janvier, tous les allocataires du RSA devront justifier de 15 heures d'activité hebdomadaire. Expérimentée dans certains départements, cette réforme devient nationale et aggravera la situation des précaires au RSA, seul un quart des allocataires a retrouvé un emploi, surtout du travail précaire et provisoire c'est en fait du travail gratuit. Le gouvernement fait la guerre aux plus démunis ! De tous ceux-là, pas un mot dans les vœux de Macron. Dans ses vœux à la télévision, peu suivis⁽²⁾, Macron fait dans l'autosatisfaction habituelle en se glorifiant de la réussite des JO, la reconstruction de Notre-Dame... Sur la situation politique, il reconnaît que sa décision de dissoudre l'Assemblée a « *produit plus d'instabilité que de sérénité* »... Dans son discours il ne dit pas qu'il demandera à la population de trancher sur des sujets « *déterminants* » encore moins de référendum comme le rapportent les *média* ou les partis politiques... Non voici la phrase prononcée: «*Nous aurons des choix à faire pour notre économie, notre démocratie, notre sécurité, nos enfants*», a-t-il affirmé, en jugeant que «*l'espérance, la prospérité et la paix du quart de siècle qui vient dépendent de nos choix aujourd'hui*». Et de poursuivre : « *C'est pour cela qu'en 2025, **nous continuerons de décider** et je vous demanderai aussi de trancher certains de ces sujets déterminants. Car **chacun d'entre vous aura un rôle à jouer**.* » : je déciderais, vous exécuterez et vous subirez...

Il est urgent de construire la riposte et de s'opposer à la politique du gouvernement au service du capital. La mobilisation des travailleurs sur les sujets déterminants des retraites, des salaires, de l'emploi se fera par la grève et dans la rue.

La lutte des classes plus que jamais à l'ordre du jour

L'opposition capital-travail est irréductible. Exploiteurs et exploités n'ont aucun intérêt commun. Le capitalisme n'a qu'un but: le profit par l'exploitation des salariés. Entre ces deux composantes de la société aux intérêts contraires il n'y a pas de compromis possible. Seule la lutte de classes peut faire reculer le capitalisme et son pouvoir.

Rompre avec la stratégie de la collaboration de classe.

Les syndicats s'impatientent de reprendre le dialogue social avec Bayrou et même d'aller plus loin comme l'indique la lettre ouverte collective de certains syndicats, qui, écrivent-ils, sont « *déterminés à participer pleinement aux transformations de notre société, confrontés à une situation budgétaire et à des mutations sans précédent, qu'elles soient technologiques, géostratégiques, démographiques ou climatiques* ». Si la CGT n'est pas signataire elle demande la mise en place « *d'assises de l'industrie pour définir une grande loi de réindustrialisation du pays* ». Capitalistes – travailleurs : Un intérêt Commun ? Alors que les patrons spéculent plutôt que d'investir dans la production car cela leur rapporte davantage pour accumuler toujours plus de profits⁽³⁾ ! Leur seul et unique but est d'exploiter le travail et de s'accaparer des richesses par n'importe quel moyen pour leur profit.

Gommer l'opposition capital-travail, institutionnaliser l'association capital travail, c'est ce que poursuit Macron pour faire accepter par les travailleurs, par le peuple, le capitalisme comme la seule société possible, la gérer « *comme notre bien commun* » a-il dit. La présence d'administrateurs salariés dans les entreprises de 1.000 salariés et plus en est l'exemple, n'empêchant pas la casse programmée, ils ne bloquent pas les licenciements, ne s'opposent pas à la privatisation de la SNCF. Tout comme l'intéressement ou la participation aux résultats, prime versée au bon vouloir du patronat non soumise aux cotisations sociales ne compense pas le blocage des salaires

qui est la règle depuis des années.

Le monde du travail n'a à prendre parti pour aucune combinaison gouvernementale. Qu'elle se fasse autour de la gauche, du centre, de la droite, voire de l'extrême droite, le gouvernement s'en prendra aux travailleurs. Les maîtres de l'économie sont les multinationales, elles dictent leurs lois.

Les macronistes, la droite et l'extrême droite le disent clairement, sont des portes paroles du patronat. Pour eux l'argent doit aller dans les caisses des multinationales, en écrasant les salaires et condamnant les travailleurs au chômage, à la misère, démolissant les retraites et sacrifiant les services publics, l'environnement.

Quant à la « *gauche* » elle fait des promesses aux travailleurs et arrivée au pouvoir elle fait le contraire : Mitterrand, Jospin et Hollande, c'est toujours le capital qui dicte la feuille de route. Cette société est basée sur l'exploitation des travailleurs. Les intérêts du capital et ceux des ouvriers n'ont aucun objectif commun. Les lois élaborées par les gouvernements successifs à sa solde sont faites pour faciliter l'exploitation des travailleurs, les licenciements et le pillage des ressources provoquant crises, catastrophes humaines, sociales et environnementales.

De fait, tous les partis, de La France Insoumise au Rassemblement National sont associés à la gestion de l'État : tous se partagent les responsabilités, à la tête du gouvernement, à l'Assemblée, au Sénat, dans les régions, les départements, les grandes villes, travaillant tous en gestionnaires loyaux des intérêts du capital qui domine toute la société.

Le mécontentement, la colère, l'opposition à la politique du gouvernement attaquant tous les secteurs de la vie, pour soumettre toute la société aux objectifs du capitalisme français, grandissent partout. C'est uniquement par la lutte des classes que chaque avantage obtenu lui est imposé, ce sera ainsi tant que ce régime durera.

En finir avec le capitalisme, le remplacer par une société où le pouvoir économique, financier, politique sera entre les mains des travailleurs et du peuple est une nécessité.

Il est impératif de le supprimer et construire une nouvelle société, le socialisme. Pour cela l'existence d'un parti révolutionnaire est une nécessité absolue. Voilà le combat de notre parti.

Rejoignez ce combat.

⁽¹⁾19% des importations européennes était encore du gaz russe.

⁽²⁾La cote de confiance du président de la République est tombée à 21 %, son plus bas niveau, selon « Les Echos ».

⁽³⁾En 2022, les versements de dividendes et rachats d'actions aux actionnaires du CAC40 (hors secteur financier) s'élevaient à 67,3 milliards d'euros. Ces entreprises (hors secteur financier) ont versé quatre fois plus de dividendes et de rachats d'actions à leurs actionnaires qu'elles n'ont investi dans la transition écologique. Dans le détail, d'après le rapport d'Oxfam, Danone a versé 420 fois plus à ses actionnaires que pour la transition écologique, Pernod Ricard 41 fois plus, Carrefour 22 fois plus. Oxfam France avait déjà documenté que les bénéfices générés sont de plus en plus captés par les actionnaires au détriment des salariés ou de la planète. En 2022, les entreprises du CAC40 avaient ainsi versé en moyenne 76% de leurs bénéfices à leurs actionnaires. Ce chiffre s'élevait à 71% en moyenne entre 2011 et 2021.